

Vincent Bolloré promet au CSA la création d'un comité d'éthique auprès de Canal +

Vincent Bolloré, nouveau patron de Vivendi et de Canal +, été auditionné le 24 septembre par le CSA. La veille, un collectif de journalistes et de personnalités, dans une tribune parue mercredi dans *Le Monde*, signée des membres du collectif *Informer n'est pas un délit*, a demandé au CSA de protéger l'indépendance éditoriale de la chaîne, tandis que la SCAM, dans un communiqué, interpellait le régulateur pour lui demander de "sortir de son silence concernant la situation à Canal Plus". Depuis son arrivée, Vincent Bolloré a imposé le remplacement des dirigeants de Canal+, D8, D17 et i>Télé, annoncé que les chaînes D8, D17 et i>Télé seraient rebaptisées C8, C17 et CNnews, évincé les Guignols de l'info de la grille en clair de Canal+, et déprogrammé trois magazines d'information. Lors de cet entretien, ont été abordées la demande du collègue les questions relatives aux changements dans la structure capitalistique du groupe et dans ses équipes dirigeantes, à sa demande de modification de noms de chaîne, à des engagements en faveur de la création et de la diversité, à l'indépendance éditoriale et à l'exercice du métier de journaliste dans l'indépendance de l'information. Le CSA a rappelé que son autorisation était nécessaire à la mise en oeuvre de plusieurs des modifications en question. Il a pris acte des engagements formulés par Vincent Bolloré en matière de pluralisme et de diversité à l'antenne et émis le souhait que ces engagements soient rapidement formalisés. Il a été en outre décidé de la création d'un groupe de travail chargé d'examiner l'ensemble des conséquences que ces changements appellent quant à la régularisation du groupe. En outre, M. Bolloré s'est engagé à créer un comité d'éthique auprès de Canal + dont la mission sera de garantir, sous le contrôle du CSA, l'indépendance éditoriale comme celle de l'information.